

**MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE**

Secrétariat général  
Service de la modernisation  
Sous-Direction du pilotage des Services  
Bureau du Pilotage de la performance  
et des relations avec les Services

78 Rue de Varenne  
75349 Paris 07 SP

Dossier suivi par :

Tél. : 01.49.55.47.08

Fax : 01.49.55.47.24

Mél :


Réf. Interne : N09-090-DL-BPPRS

**NOTE DE SERVICE**  
**SG/SM/SDPS/N2009-1408**

**Date: 15 juillet 2009**

Date limite de réponse : 28 septembre 2009

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche  
à

 Nombre d'annexes : 4

**Objet : décentralisation, transfert des compétences en aménagement foncier**

**Bases juridiques :**

Code civil, notamment son article 1er ;

Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1614-1 à L. 1614-7 ;

Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales, notamment ses articles 104, 109, 110, 111 et 119 ;

Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux, notamment son article 95 ;

Décret n° 2005-529 du 24 mai 2005 portant création des commissions tripartites locales ;

**Résumé :**

Cette circulaire précise les modalités de transfert de l'aménagement foncier et, a notamment pour objet :

- le recensement des agents ayant exercé leur droit d'option et des postes devenus vacants relevant des 1<sup>ère</sup> vague (1<sup>er</sup> janvier 2008) et 2<sup>ème</sup> vagues (1<sup>er</sup> janvier 2009) de transfert;
- la préparation du transfert de service pour les départements compris dans la 3<sup>ème</sup> vague de transfert (1<sup>er</sup> janvier 2010), qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.
- le recensement des agents qui doivent être mis à disposition à titre individuel des conseils généraux à l'automne 2009.

**MOTS-CLES : Transfert de l'aménagement foncier**

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
Mesdames et Messieurs les Préfets de Département	Administration centrale
Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt	Syndicats
Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Équipement et de l'Agriculture	IGAPS

Cette note de service vient en complément des notes de service L07-376-DL-SDMS-BSD du 13 juillet 2007 et SG/SM/SDMS/N2008-1405 du 7 juillet 2008 sur la décentralisation de l'aménagement foncier.

Elle a pour objet :

- le recensement des agents ayant exercé leur droit d'option et des postes devenus vacants relevant des 1<sup>ère</sup> vague (1<sup>er</sup> janvier 2008) et 2<sup>ème</sup> vagues (1<sup>er</sup> janvier 2009) de transfert;
- la préparation du transfert de service pour les départements compris dans la 3<sup>ème</sup> vague de transfert (1<sup>er</sup> janvier 2010), qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.
- le recensement des agents qui doivent être mis à disposition à titre individuel des conseils généraux à l'automne 2009.

## 1. TRANSFERT DEFINITIF DES SERVICES :

- a) Recensement des agents ayant exercé leur droit d'option et des postes devenus vacants relevant des 1<sup>ère</sup> vague (1<sup>er</sup> janvier 2008) et 2<sup>ème</sup> vague (1<sup>er</sup> janvier 2009) de transfert :

- i. Agents ayant exercé leur droit d'option

**Rappel :** Les agents identifiés dans les arrêtés de transfert pris par le secrétaire général du ministère de l'alimentation de l'agriculture et de la pêche disposent de deux ans à compter de la publication du décret de transfert pour exercer leur droit d'option entre l'intégration dans la fonction publique territoriale et le détachement sans limitation de durée.

**Il est rappelé aux directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt (DDAF) et aux directeurs départementaux de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) qu'il leur revient d'adresser le formulaire d'exercice de droit d'option au conseil général dès lors qu'il est signé par l'agent, et de le transmettre dans le même temps au secrétariat général du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (sous direction de gestion des personnels et sous direction du pilotage des services).**

**La réception de ce document permet alors d'inscrire le transfert financier correspondant à la reprise de la paye de l'agent par le conseil général en loi de finance.**

- ii. Postes devenus vacants postérieurement au transfert de service

Les arrêtés de transfert de services pris en application du décret de transfert identifient les agents transférés nominativement au conseil général. **Ces agents dès lors qu'ils quittent leur poste (retraite, mutation, etc.) préalablement à l'exercice du droit d'option doivent être signalés dans les meilleurs délais au secrétariat général du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (sous direction du pilotage des services).**

**Au même titre que l'exercice du droit d'option, les postes devenus vacants sont alors pris en compte pour les transferts financiers au conseil général.**

- b) Préparation de la troisième vague de transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

Les deux premières vagues de transferts de services sont intervenues les 1<sup>er</sup> janvier 2008 et 1<sup>er</sup> janvier 2009. La dernière interviendra le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Vous trouverez pour mémoire en **annexe 2** l'échéance de transfert par département.

Pour les départements concernés par la troisième vague de transfert : transfert de service au 1<sup>er</sup> janvier 2010, il vous appartient de réunir la commission tripartite locale prévue par le décret n°2005-529 du 24 mai 2005. Cette commission est associée aux travaux préalables à l'élaboration des décrets de transfert définitif de service dont le projet vous est communiqué en **annexe 3**. Il lui revient d'identifier les questions techniques et pratiques à prendre en compte lors du partage des services de l'Etat.

Devront ainsi y être évoqués le périmètre précis des services et des parties de services transférés, la situation des agents concernés, les conditions de répartition, entre l'Etat et le conseil général des dossiers, archives...

**Je vous remercie de transmettre au Bureau du Pilotage de la Performance et des Relations avec les Services le compte rendu de cette commission pour le lundi 28 septembre au plus tard.**

**Afin de prévenir tout contentieux, j'insiste sur la nécessité d'organiser cette commission dans les délais indiqués dans l'ensemble des départements, y compris ceux ne comportant pas de transfert d'agent ou pour lesquels les termes du transfert conviennent à l'ensemble des parties prenantes.**

Le Comité technique paritaire ministériel sera consulté à l'automne à l'issue de la tenue des commissions tripartites locales.

**Il vous revient également de vous rapprocher des conseils généraux concernés par la troisième vague de transfert des services au 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour organiser, quand il y a lieu, le transfert physique des agents mis à disposition dans les locaux du conseil général.**

Enfin, le transfert des services donnera lieu à une compensation financière aux conseils généraux qui prendra effet à compter de la date du transfert des services. La compensation financière fera l'objet d'un examen par une Commission nationale de Conciliation et d'Evaluation des charges (CCEC). Les principes de compensation financière qui présideront à la détermination du niveau de transfert financier de l'Etat aux conseils généraux sont précisés pour information en *annexe 1*.

Les évaluations reposent sur le nombre d'emplois recensés aux trois dates de référence qui sont le 31 décembre 2002, le 31 décembre 2005 et la date du transfert des services. Ces éléments ont été consolidés par enquête à l'automne 2007

**Il est demandé aux départements concernés par la troisième vague de transfert d'indiquer *en annexe 4*, colonnes 7 et 8, le nom et la quotité de travail des agents assurant des missions relatives à l'aménagement foncier qui ont vocation à rejoindre les locaux du conseil général au 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour le lundi 28 septembre au plus tard.**

Ces éléments permettront au secrétariat général d'établir un projet d'arrêté qui sera soumis en CTP de la DDAF ou de la DDEA dans le semestre suivant le transfert de service.

Cet arrêté précisera les emplois constatés aux deux dates de référence et l'état des charges de fonctionnement.

Il sera complété d'une annexe établie par le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche aux conseils généraux les informant :

- de la liste nominative des agents occupant un emploi à transférer ainsi que la liste des emplois devenus vacants depuis le 31 décembre 2005 ;
- de l'état des jours acquis au titre du compte épargne-temps par chacun de ces agents.

## **2. MISE A DISPOSITION A TITRE INDIVIDUEL DES AGENTS :**

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que les fonctionnaires et les agents non titulaires de l'Etat affectés aux services mis à disposition sont de plein droit mis à disposition à titre individuel, du conseil général.

Cette mise à disposition est officialisée par un arrêté de mise à disposition nominatif pris par le service des ressources humaines du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

La mise à disposition à titre individuel prend fin à l'exercice du droit d'option ou à l'échéance de deux ans à compter de la publication du décret de transfert pour les agents titulaires, au transfert des services pour les agents non titulaires.

Les règles précisant les agents concernés par la mise à disposition à titre individuel sont explicitées dans la note de service L07-376-DL-SDMS-BSD du 13 juillet 2007.

Sur cette base, l'essentiel des agents concernés a été porté à connaissance du Bureau du Pilotage de la Performance et des Relations avec les Services et fait l'objet d'un arrêté de mise à disposition dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 2008 par le Service des Ressources Humaines.

Certains directeurs concernés aujourd'hui par la troisième vague de transfert ont demandé initialement que la mise à disposition soit différée pour raison de service. Par ailleurs des postes vacants ont pu être pourvu et nécessitent à ce stade d'officialiser la mise à disposition de l'agent assurant désormais ces fonctions.

**Je vous remercie en conséquence de vous assurer que tous les agents ayant rejoint ou ayant vocation à rejoindre le conseil général ont, dans l'attente de l'exercice de leur droit d'option, fait l'objet d'un arrêté de mise à disposition. A défaut, je vous engage à vous rapprocher de la Sous-direction mobilité, emplois carrières du service des Ressources Humaines afin de régulariser leur situation.**

Je vous remercie d'accorder une attention particulière aux dates et modalités précisées dans cette note afin de ne pas retarder le dispositif de transfert.

Le Bureau du Pilotage de la Performance et des Relations avec les Services est à votre disposition pour toutes difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de cette circulaire.

Le Secrétaire Général

Jean-Marie AURAND

Annexe 1 : principes de compensation financière – à confirmer par Commission Consultative d’Evaluation des Charges (d’après éléments communiqués par DGCL)

CHARGES DONNANT LIEU A  
TRANSFERT DE RESSOURCES

DATE DU TRANSFERT DE  
RESSOURCE

**Emplois**

Postes disparus entre le 31/12/02 et 31/12/05	}	Conjointement au transfert de rémunération des derniers agents optant
Fraction d’emplois au-delà ETP entiers recensés au 31/12/05		
ETP pleins devenus vacants entre le 31/12/05 et la date du transfert de service	}	Au transfert de service*
Agents non titulaires de droit public à la date d’entrée en vigueur du décret de transfert		
Compensation des CET des agents concernés par l’exercice du droit d’option		
Rémunération des agents physiquement transférés sur la base du coût réel à la date du transfert	}	Au fur et à mesure de l’exercice du droit d’option par les agents**
ETP pleins devenus vacants entre le transfert de service et les 2 ans de droit d’option	}	En LFR N ou N+1 en fonction de la date de vacance

**Fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement	}	Au transfert de service*
----------------------------	---	--------------------------

\* En Loi de Finance Rectificative de l’année du transfert

\*\* En Loi de Finance Initiale (LFI) N+1 si les agents optent entre le 01/01/N et le 31/08/N et en LFI N+2 si les agents optent entre 01/09/N et le 31/12/N

Annexe 2 : échéance du transfert de service par département

N°	Départements	Date prévisionnelle de transfert
1	DDAF AIN	1er janvier 2010
2	DDAF AISNE	1er janvier 2010
3	DDAF ALLIER	1er janvier 2008
4	DDAF ALPES DE HTE PROVENCE	1er janvier 2008
5	DDAF HAUTES ALPES	1er janvier 2008
6	DDAF ALPES MARITIMES	1er janvier 2008
7	DDAF ARDECHE	1er janvier 2008
8	DDAF ARDENNES	1er janvier 2009
9	DDEA ARIEGE	1er janvier 2008
10	DDEA AUBE	1er janvier 2008
11	DDAF AUDE	1er janvier 2009
12	DDAF AVEYRON	1er janvier 2010
13	DDAF BOUCHES DU RHONE	1er janvier 2008
14	DDAF CALVADOS	1er janvier 2010
15	DDAF CANTAL	1er janvier 2010
16	DDAF CHARENTE	1er janvier 2009
17	DDAF CHARENTE MARITIME	1er janvier 2009
18	DDEA CHER	1er janvier 2010
19	DDAF CORREZE	1er janvier 2008
2A	DDAF CORSE DU SUD	1er janvier 2008
2B	DDAF HAUTE CORSE	1er janvier 2008
21	DDAF COTE D'OR	1er janvier 2010
22	DDAF COTES D'ARMOR	1er janvier 2009
23	DDAF CREUSE	1er janvier 2010
24	DDAF DORDOGNE	1er janvier 2009
25	DDAF DOUBS	1er janvier 2008
26	DDAF DROME	1er janvier 2008
27	DDAF EURE	1er janvier 2009
28	DDAF EURE ET LOIR	1er janvier 2009
29	DDAF FINISTERE	1er janvier 2008
30	DDAF GARD	1er janvier 2008
31	DDAF HAUTE GARONNE	1er janvier 2009
32	DDAF GERS	1er janvier 2008
33	DDAF GIRONDE	1er janvier 2009
34	DDAF HERAULT	1er janvier 2008
35	DDAF ILLE ET VILAINE	1er janvier 2008
36	DDAF INDRE	1er janvier 2008
37	DDAF INDRE ET LOIRE	1er janvier 2009
38	DDAF ISERE	1er janvier 2008
39	DDAF JURA	1er janvier 2009
40	DDAF LANDES	1er janvier 2008
41	DDEA LOIR ET CHER	1er janvier 2008
42	DDAF LOIRE	1er janvier 2008
43	DDAF HAUTE LOIRE	1er janvier 2008
44	DDAF LOIRE ATLANTIQUE	1er janvier 2009
45	DDAF LOIRET	1er janvier 2010
46	DDEA LOT	1er janvier 2009
47	DDAF LOT ET GARONNE	1er janvier 2008
48	DDAF LOZERE	1er janvier 2008
49	DDAF MAINE ET LOIRE	1er janvier 2010
50	DDAF MANCHE	1er janvier 2010
51	DDAF MARNE	1er janvier 2010
52	DDAF HAUTE MARNE	1er janvier 2010
53	DDAF MAYENNE	1er janvier 2008
54	DDAF MEURTHE ET MOSELLE	1er janvier 2010

55	DDAF MEUSE	1er janvier 2010
56	DDAF MORBIHAN	1er janvier 2008
57	DDAF MOSELLE	1er janvier 2009
58	DDAF NIEVRE	1er janvier 2008
59	DDAF NORD	1er janvier 2010
60	DDAF OISE	1er janvier 2010
61	DDAF ORNE	1er janvier 2010
62	DDAF PAS DE CALAIS	1er janvier 2009
63	DDAF PUY DE DOME	1er janvier 2010
64	DDAF PYRENEES ATLANTIQUES	1er janvier 2009
65	DDAF HAUTES PYRENEES	1er janvier 2008
66	DDAF PYRENEES ORIENTALES	1er janvier 2008
67	DDAF BAS RHIN	1er janvier 2010
68	DDAF HAUT RHIN	1er janvier 2008
69	DDAF RHONE	1er janvier 2008
70	DDAF HAUTE SAONE	1er janvier 2009
71	DDAF SAONE ET LOIRE	1er janvier 2009
72	DDAF SARTHE	1er janvier 2008
73	DDAF SAVOIE	1er janvier 2008
74	DDAF HAUTE SAVOIE	1er janvier 2008
76	DDAF SEINE MARITIME	1er janvier 2008
77	DDAF SEINE ET MARNE	1er janvier 2009
78	DDAF YVELINES	1er janvier 2008
79	DDAF DEUX SEVRES	1er janvier 2010
80	DDAF SOMME	1er janvier 2008
81	DDAF TARN	1er janvier 2008
82	DDAF TARN ET GARONNE	1er janvier 2008
83	DDAF VAR	1er janvier 2008
84	DDAF VAUCLUSE	1er janvier 2008
85	DDAF VENDEE	1er janvier 2009
86	DDAF VIENNE	1er janvier 2009
87	DDAF HAUTE VIENNE	1er janvier 2009
88	DDAF VOSGES	1er janvier 2010
89	DDAF YONNE	1er janvier 2010
90	DDAF TERRITOIRE DE BELFORT	1er janvier 2010
91	DDAF ESSONNE	1er janvier 2009
95	DDAF VAL D'OISE	1er janvier 2008
971	DAF GUADELOUPE	1er janvier 2008
972	DAF MARTINIQUE	1er janvier 2008
973	DAF GUYANE	1er janvier 2008
974	DAF REUNION	1er janvier 2008

**Décret n° XXX du XXX relatif au transfert aux départements des services ou parties de services déconcentrés du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche qui concourent à l'exercice des compétences de ces collectivités dans le domaine de l'aménagement foncier**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code civil, notamment son article 1er ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1614-1 à L. 1614-7 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales, notamment ses articles 104, 109, 110, 111 et 119 ;

Vu la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux, notamment son article 95 ;

Vu le décret n° 2005-529 du 24 mai 2005 portant création des commissions tripartites locales ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel du ministère de l'agriculture et de la pêche en date du XXX;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

**Article 1**

Dans les conditions prévues par l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée, sont transférés, à compter du 1er janvier 2010 aux départements dont la liste figure en annexe au présent décret, les services ou parties de services assurant la conduite des procédures d'aménagement foncier en application de la loi du 23 février 2005 susvisée.

**Article 2**

I. — Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche précise la consistance des services ou parties de services faisant l'objet des transferts prévus à l'article 1er et fournit des éléments représentatifs de l'état des charges liées à ces services ou parties de services. A cet effet, il prend, après avis des comités techniques paritaires locaux compétents, chacun pour ce qui le concerne, un ou plusieurs arrêtés comportant pour l'ensemble des départements concernés :

- a) La liste détaillée des services ou parties de services à transférer ;
- b) Le nombre des emplois ou fractions d'emplois à transférer déterminé en fonction des emplois pourvus au 31 décembre 2005, en indiquant le nombre des emplois pourvus au 31 décembre 2002 ;
- c) Un état des charges de fonctionnement, autres que celles du personnel, supportées par l'Etat pour les années 2003, 2004 et 2005 relatives aux services ou parties de services à transférer.

II. — Dans le même temps et dans le cas où des agents sont affectés dans des services ou parties de services mentionnés à l'article 1er, le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche communique aux présidents des conseils généraux concernés :

- a) La liste nominative des agents occupant un emploi à transférer ainsi que la liste des emplois devenus vacants depuis le 31 décembre 2005 ;
- b) Un état des jours acquis au titre du compte épargne-temps par chacun de ces agents.

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche actualise, le cas échéant, les données mentionnées au II du présent article à la date du transfert des services ou parties de services et transmet ces compléments d'information aux présidents des conseils généraux concernés dans le semestre suivant la date du transfert.

III. — Pour l'application du quatrième alinéa du II de l'article 104 de la loi du 13 août 2004, le nombre des emplois à transférer correspond au nombre d'emplois pourvus au 31 décembre 2005 dans les services ou parties de services mentionnés à l'article 1er pour la part d'activité exercée au titre des procédures d'aménagement



foncier. Si ce nombre d'emplois est inférieur à celui des emplois pourvus au 31 décembre 2002, il est tenu compte de cette situation dans le calcul de la compensation prévue au deuxième alinéa du II du même article.

### **Article 3**

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera immédiatement en vigueur.

Annexe au décret de transfert

LISTE DES DÉPARTEMENTS CONCERNÉS PAR UN TRANSFERT DES PARTIES DE SERVICES ASSURANT LE SUIVI DES PROCÉDURES D'AMÉNAGEMENT FONCIER AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2010

Ain.

Aisne.

Aveyron.

Calvados.

Cantal.

Cher.

Côte-d'Or.

Creuse.

Loiret.

Maine-et-Loire.

Manche.

Marne.

Haute-Marne.

Meurthe-et-Moselle.

Meuse.

Nord.

Oise.

Orne

Puy-de-Dôme.

Bas-Rhin.

Deux-Sèvres.

Vosges.

Yonne.

Territoire de Belfort.

# ANNEXE 4 : Préparation de la troisième vague de transfert

1	2	3	4	5	6	7	8
		Emplois au 31/12/2002 pour mémoire *		Emplois au 31/12/2005 pour mémoire*			
N°	Départements	ETP recensés au 31/12/2002 (payés par le MAP)	détail des ETP par corps au 31/12/2002	ETP recensés au 31/12/2005 (payés par le MAP)	détail des ETP par corps au 31/12/2005	Nom et grade des agents devant être transférés	Quotité prévisionnelle de travail des agents listés en colonne 7 au 01/01/09
1	AIN	1,05	0,05 IGRF 1 agent conseil général	1,05	0,05 IGRF 1 agent conseil général (1 agent catégorie B technique)		
2	AISNE	1,7	0,05 IGRF 0,70 IAE 0,95 AASD	1,7	0,05 IGRF 0,70 IAE 0,95 AASD		
12	AVEYRON	1,91	0,64 AASD 0,03 chef de mission IAE 0,71 IAE 0,53 SASD	2,10	0,5 IAE 0,6 SASD 1 AASD		
14	CALVADOS	2,5	1 TSMAP 0,5 AASD 1 agent non titulaire de droit public-catégorie A	2,5	1 TSMAP 0,5 AASD 1 agent non titulaire de droit public-catégorie A		
15	CANTAL	2	0,5 IAE 1 SASD 0,5 AASD	1,3	1 SASD 0,3 AASD		
18	CHER	0,97	0,05 IDAE 0,54 IAE 0,2 TSMAP 0,18 AASD	0,72	0,13 AASD 0,49 IAE 0,1 TSMAP		
21	COTE D'OR	1,33	0,39 AASD 0,08 IAE 0,03 IGRF 0,83 agent contractuel catégorie exceptionnelle	1,6	0,6 IAE 0,5 SASD 0,5 AASD		
23	CREUSE	1,45	0,6 A - corps IAE 0,4 B-corps SASD 0,45 C - corps AA	0,6	0,2 IAE 0,4 SASD		
45	LOIRET	2,11	0,01 chef de mission IAE 1,15 AASD 0,8 IAE 0,15 IGRF	2	1 IAE 1 AASD		
49	MAINE ET LOIRE	1,9	0,78 AASD 0,32 attaché administratif des SD 0,9 TSMAP	2	1 TSMAP 1 AASD		
50	MANCHE	6,56	2,5 AASD 1 ATSD 2 IAE 0,26 IGRF 0,8 SASD	4	1 IAE 1 ATSD 2 AASD		
51	MARNE	5,2	3,6 SASD 1,6 agent non titulaire de droit public - catégorie A	4,9	2,2 SASD 1,2 agent non titulaire de droit public-catégorie A 1,5 vacataires		
52	HAUTE MARNE	1,9	0,4 IAE 1 SASD 0,5 AASD	1,9	0,4 IAE 1 SASD 0,5 AASD		
54	MEURTHE ET MOSELLE	4,6	1 IAE 1 TSMAP 1 SASD 1,6 AASD	4,3	1 IAE 0,8 SASD 1,5 AASD? 1 ATSD?		

55	MEUSE	3,00	0,8 AASD 0,15 ATSD 0,65 IAE 0,2 IGRF 1,2 TSMAP	2.0	0,4 IAE 1 TSMAP 0,6 AASD		
59	NORD	2,5	0,2 IDAE 1,3 SASD 1 AASD	2,5	0,2 IDAE 1,3 SASD 1 AASD		
60	OISE	1,77	<b>corps?</b>	1.2	0,4 IAE 0,6 TSMAP 0,2 AASD		
61	ORNE	1,3	0,3 agent non titulaire de droit public - catégorie A 0,5 SASD 0,5 AASD	1,3	0,3 agent non titulaire de droit public - catégorie A 0,5 SASD 0,5 AASD		
63	PUY DE DOME	2,45	0,93 AASD 0,03 agent contractuel des SD 0,06 attaché administratif des SD 0,66 TSMAP 0,68 IAE 0,09 IGRF	2.90	1 IAE 1 AASD		
67	BAS RHIN	3,5	1,3 AASD 0,6 attaché administratif des SD 0,6 IAE 1 TSMAP	3,8	1,3 A - corps? 1,1 B - corps? 1,4 C - corps?		
79	DEUX SEVRES	3	1 IAE 1 SASD 1 AASD	2	0,13 AASD 0,06 ATSD 0,81 IAE 1 SASD		
88	VOSGES	2,98	0,38 AASD 0,06 TSMAP 1,34 IAE 0,8 TSMAP	2.50	1 IAE 1 TSMAP 0,5 SASD		
89	YONNE	2,13	0,77 IAE 0,05 IGRF 1 TSMAP 0,31 AASD	2	0,77 IAE 0,05 IGRF 0,31 TSMAP 0,87 AASD		
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1	SASD	1,09	0,17 IGRF 0,92 SASD		